



Il y a trente minutes, les juges de la Chambre préliminaire I ont déposé auprès du Greffe un mandat d'arrêt à l'encontre d'Omar Hassan Ahmad Al Bashir pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Le mandat d'arrêt ne contient pas les charges de génocide qui avaient été requises par le Procureur.

Les juges ont délivré le mandat d'arrêt en vertu du Statut de Rome dans le but de garantir qu'Omar Al Bashir comparaitra à son procès, qu'il ne fera pas obstacle à l'enquête ni n'en compromettra le déroulement, et qu'il ne poursuivra pas l'exécution des crimes qui lui sont reprochés.

Les juges ont demandé au Greffe de préparer une demande de coopération aux fins de l'arrestation et de la remise d'Omar Al Bashir, et l'ont prié de transmettre cette demande :

- a) au Soudan ;
- b) aux États parties au Statut de Rome ;
- c) aux membres du Conseil de sécurité qui ne sont pas parties au Statut de Rome ;
- d) à tout autre État si le Greffier le juge nécessaire.

Les juges ont également décidé que, si les circonstances l'exigent, une demande d'arrestation provisoire pourra être signifiée à tout État concerné.

Je rappelle qu'à ce stade, c'est aux États qu'il incombe de procéder à l'arrestation et à la remise d'Omar Al Bashir. Seuls les États ont le pouvoir et la compétence nécessaires pour arrêter et remettre des suspects à la CPI, comme les y obligent le Statut de Rome, la résolution 1593 du Conseil de sécurité et le droit international applicable.

Le Greffe exécutera sans délai la requête des juges et notifiera à tous les États que je viens de mentionner la demande de coopération aux fins de l'arrestation et de la remise d'Omar al Bashir.

La CPI compte sur la coopération des États pour mettre un terme à l'impunité des auteurs de crimes graves qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde, comme indiqué dans le préambule du Statut de Rome. Les États doivent aujourd'hui remplir les obligations qu'ils ont contractées en adhérant au Statut de Rome et issues du renvoi de l'affaire à la Cour par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.